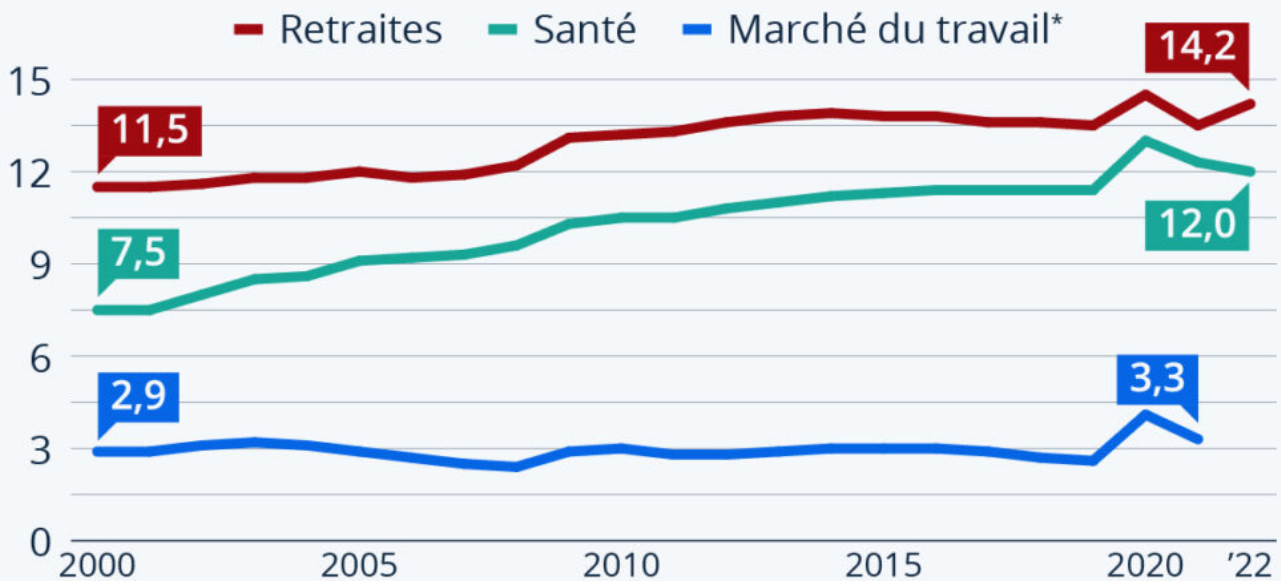


Ecrit par le 23 janvier 2025

# Comment les dépenses sociales ont évolué en France depuis 2000 ?

## L'évolution des dépenses sociales en France

Dépenses publiques de protection sociale exprimées en pourcentage du PIB (sélection de postes de dépenses)

Total en 2000 : **28,5 %**Total en 2022 : **32,2 %**

\* Inclut : services publics de l'emploi, formation, aides à l'embauche et à la création d'emplois, allocations de chômage. Dernière donnée disponible : 2021.

Sources : OCDE, Drees



statista

Écrit par le 23 janvier 2025

Selon les chiffres publiés par la direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees), la France dépensait l'équivalent de 32,2 % de son PIB pour les [prestations sociales](#) en 2022 (dernière année disponible), soit un chiffre supérieur de cinq points à la [moyenne de l'Union européenne](#) qui se situe à environ 27 % du PIB. Comme l'indique notre graphique basé sur les données de l'[OCDE](#) et de la [Drees](#), depuis le début du siècle, la part des dépenses sociales dans le PIB en France a augmenté de près de 4 points de pourcentage (contre une hausse de 2 points dans l'UE).

Dans le détail, ce sont les [dépenses publiques](#) de santé qui ont le plus augmenté, avec une part passée de 7,5 % à 12,0 % du PIB entre 2000 et 2022 (+4,5 points de pourcentage). De leur côté, les dépenses consacrées aux pensions de [retraite](#) étaient en hausse de près de 3 points depuis le début du siècle, atteignant 14,2 % en 2022. La hausse des dépenses dans ces deux postes est notamment liée au [vieillessement de la population](#).

En comparaison, rapportées au PIB, les dépenses dédiées au marché du travail — incluant les services publics de l'emploi, la formation, les aides à l'embauche et à la création d'emplois, ainsi que les [allocations chômage](#) — sont restées relativement stables sur la période étudiée, soit autour de 3 % du PIB (hormis un pic à 4 % en 2020).

Il est important de noter que les pics de dépenses rapportées au PIB de 2009 et de 2020 correspondent à des années pour lesquelles le produit intérieur brut s'est fortement contracté, du fait respectivement de la crise financière mondiale et de la pandémie de Covid-19.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

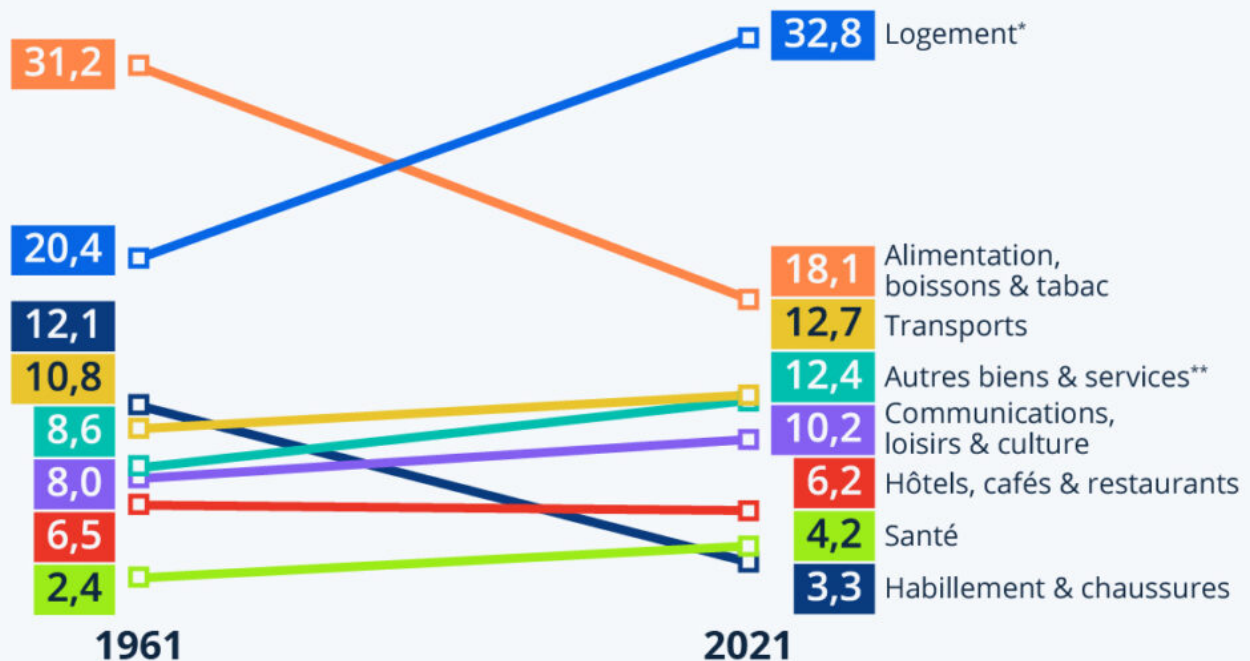
---

## La transformation des dépenses de consommation en France

Écrit par le 23 janvier 2025

# La transformation des dépenses de consommation

Évolution des dépenses de consommation des ménages français par type depuis les années 1960, en % du total



\* Inclut chauffage, éclairage et équipement domestique. \*\* Inclut éducation.

Source : Insee



**statista**

Lors du Salon de l'agriculture la semaine dernière, le chef de l'État Emmanuel Macron avait démenti une citation qui lui avait été attribuée par le journal La Marseillaise : « Les [smicards](#) préfèrent des abonnements VOD à une alimentation plus saine », assurant n'avoir jamais employé « une formule comme celle-ci ». Mais il avait ajouté : « Le problème que nous avons dans notre pays aujourd'hui, c'est que la part du revenu que les Français allouent à l'alimentation, en trente ans, elle a baissé. C'est-à-dire

Ecrit par le 23 janvier 2025

que les gens, ils dépensent plus d'argent pour le logement, pour les abonnements téléphoniques, pour des voyages, pour la télévision. Le mode de vie a changé. » Une polémique qui a notamment valu au président français des accusations de « mépris de classe. »

Comme le révèlent les données de l'[Insee](#), la part de l'[alimentation](#) dans le budget de consommation moyen des Français a en effet nettement diminué au cours des dernières décennies. La part des dépenses d'alimentation, boissons et tabac est ainsi passée de 31 % du budget au début des années 1960, à 18 % de nos jours. Néanmoins, elle reste le deuxième poste de dépenses devant les transports (près de 13 %). Ce n'est pas le seul type de dépenses à avoir drastiquement baissé : l'[habillement et les chaussures](#), qui comptaient pour 12 % du budget moyen à l'époque, n'en représentent plus qu'environ 3 % de nos jours.

Parallèlement, comme le met en avant notre graphique, ce sont [surtout les dépenses liées au logement](#) — incluant chauffage, éclairage et équipement — qui ont pris le plus de poids dans le budget, avec une part qui est passée d'environ 20 % à 33 % des dépenses moyennes de consommation sur la période étudiée. En comparaison, le poste de dépenses des transports (+1,9 point de pourcentage), celui des communications, loisirs et culture (+2,2 points), celui de la santé (+1,8 point), ainsi que celui des autres biens et services (+3,8 points), affichent une hausse moyenne dans le budget nettement moins importante depuis les années 1960.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

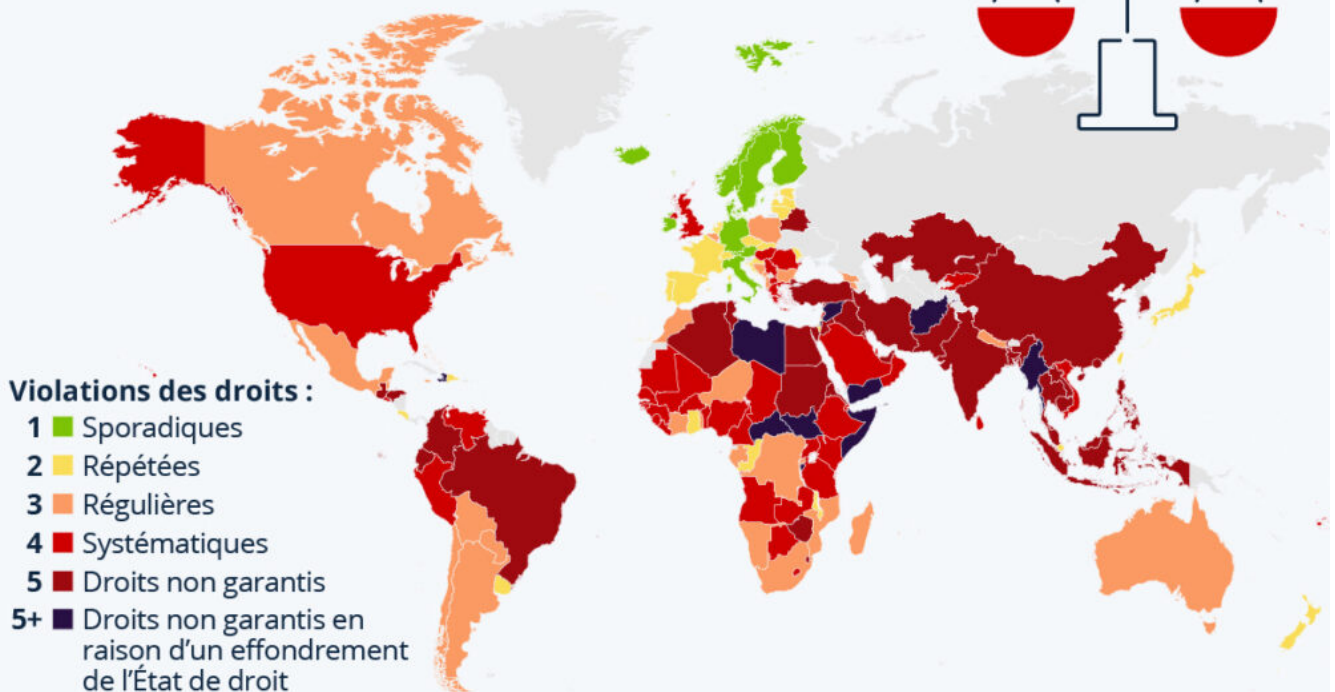
---

## Où les travailleurs sont-ils les mieux (et les moins bien) protégés ?

Écrit par le 23 janvier 2025

# Droits des travailleurs : un état des lieux mondial

Évaluation des droits des travailleurs  
par pays, selon le Global Rights Index 2023



Basée sur la liberté d'association, le droit à la négociation collective et le droit de grève  
(1 = violations sporadiques, 5 = aucune garantie des droits).

Source : Confédération syndicale internationale (CSI)



**statista**

Selon la dernière étude de la [Confédération syndicale internationale](#) (CSI), les dix pays les plus défavorables aux travailleurs en 2023 étaient le Bangladesh, la Biélorussie, l'Équateur, l'Égypte, l'Eswatini, le Guatemala, le Myanmar, la Tunisie, les Philippines et la Turquie. La CSI a évalué 149 pays sur la base de la liberté d'association, du droit à la négociation collective et du [droit de grève](#), sur une échelle de 1 (= violations sporadiques) à 5 (= aucune garantie des droits en raison de l'effondrement de

Écrit par le 23 janvier 2025

l'État de droit).

Comme le met en avant notre carte, de nombreux pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie ont été classés dans les deux catégories les plus basses en matière de droits des travailleurs, indiquant que ces derniers n'y sont tout simplement pas garantis. On y trouve notamment des pays dans lesquels un effondrement général de l'État de droit a été constaté. L'Afghanistan, le Yémen, la Libye et la Somalie en sont des exemples. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont obtenu le plus mauvais score régional sur l'indice de la CSI, avec une moyenne de 4,53, suivis de la région Asie-Pacifique avec 4,13.

Néanmoins, des violations des droits des travailleurs sont constatées partout dans le monde. La CSI considère par exemple les États-Unis et l'Australie comme des pays où les droits des travailleurs sont systématiquement violés. Le « pays de la liberté » est ainsi moins bien loti dans ce domaine que son voisin du sud, le Mexique. Dans l'ensemble, le tableau est plutôt effrayant : 87 % des pays ont violé le droit de grève de leurs travailleurs en 2023, contre 63 % en 2014. Toujours selon le rapport, des travailleurs ont été victimes de violences dans 30 % des pays et des syndicalistes ont été assassinés dans huit pays l'an dernier, la Colombie étant le pays le plus dangereux à cet égard.

En comparaison avec le reste du monde, l'Europe protège relativement mieux les droits des travailleurs. Tous les pays classés par la CSI dans la meilleure catégorie de l'évaluation s'y trouvent et la note moyenne de la région était de 2,56 en 2023. Les nations scandinaves, en particulier, se distinguent par des [conditions de travail](#) plutôt favorables, même si des violations sporadiques des droits s'y produisent également. Avec des violations répétées constatées, la France n'est en revanche pas classée dans la meilleure catégorie de l'indice, au même titre que des pays comme l'Espagne et la Suisse (violations répétées) ou le Royaume-Uni et la Belgique (violations régulières).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

---

## Assurance chômage : quels pays sont les plus généreux en Europe ?

Écrit par le 23 janvier 2025

# Le montant de l'assurance chômage en Europe

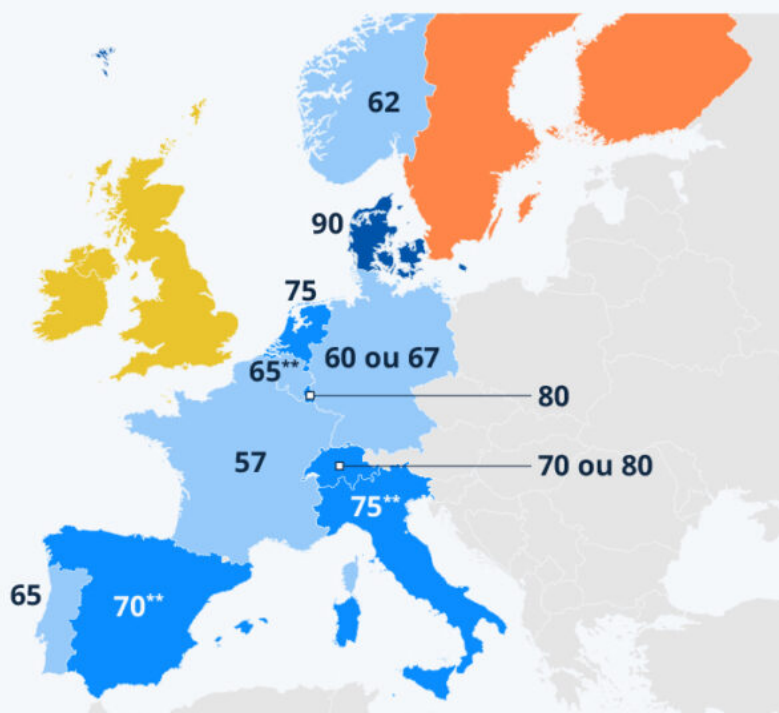
Montant de l'indemnité chômage en pourcentage du salaire de référence ou montant forfaitaire/de base en 2023\*

- > 80 %
- 70-80 %
- 57-69 %
- Montant forfaitaire

76 à 95 €/semaine au R.U.  
et 99 à 220 €/semaine en Irlande

- Assurance de base

37 €/jour en Finlande  
et 1 009 €/mois en Suède



\* La durée d'indemnisation varie en général de 6 à 24 mois (sauf Belgique : en principe illimitée).  
\*\* Système d'indemnités dégressif.

Source : Unédic



**statista**

Après deux réformes entrées en vigueur en 2021 et 2023, l'[assurance chômage](#) reste dans le viseur du gouvernement français. Lors d'un entretien le mardi 27 février 2024, le Premier ministre Gabriel Attal a promis de « continuer à réformer » afin de « réduire nos déficits ». À cet égard, il s'est dit favorable à ce qu'on « rouvre le chantier » de l'assurance chômage afin d'avoir « un modèle social qui incite davantage à l'activité ».

Écrit par le 23 janvier 2025

Le modèle français d'assurance chômage a longtemps été perçu comme le plus généreux en Europe, mais qu'en est-il vraiment aujourd'hui ? Comme le révèlent les données compilées par l'[Unédic](#), qui a comparé l'assurance chômage dans quinze pays européens en 2023, sur le volet du montant de l'indemnité, la France ne fait pas partie des meilleurs élèves.

L'assurance chômage en France assure 57 % du salaire journalier de référence, soit un taux nettement inférieur à celui pratiqué au Danemark, pays le plus généreux avec une indemnité couvrant 90 % du salaire de référence, au Luxembourg (80 % du salaire de référence brut), en Suisse (70 ou 80 %), au Pays-Bas (75 %) ou encore en Italie (75 % et dégressif à partir du 6e mois : -3 % par mois). À l'image de l'Italie, deux autres pays ont fait le choix d'une allocation dégressive pour les demandeurs d'emploi : l'Espagne avec 70 % du salaire de référence pendant les 180 premiers jours puis 60 % ensuite, ainsi que la Belgique, où le taux s'élève à 65 % pendant les trois premiers mois avant de diminuer en plusieurs phases (selon la situation personnelle).

Comme le met en avant notre carte, la Suède, la Finlande, le Royaume-Uni et l'Irlande se démarquent, puisque dans ces pays le montant de l'assurance [chômage](#) n'est pas fixé en fonction du salaire de référence. En Suède et en Finlande, on trouve une assurance de base de respectivement 1009 euros et 1110 euros par mois. Tandis qu'outre-Manche, il s'agit d'un forfait qui peut monter jusqu'à 880 euros par mois en Irlande et jusqu'à 380 euros mensuels au Royaume-Uni. Le régime britannique apparaît ainsi comme le moins généreux pour le montant de l'assurance chômage.

Quant à la durée d'indemnisation, elle varie en général de 6 à 24 mois selon les pays et la situation des demandeurs d'emploi, sauf en Belgique, où elle est en principe illimitée. En France, la durée maximale d'indemnisation peut aller jusqu'à 2 ans environ, et ce chiffre est similaire en Espagne, en Allemagne et au Danemark par exemple. En revanche, la durée maximale de versement des allocations est inférieure au Portugal (18 mois), au Luxembourg (12 mois), en Irlande (9 mois), au Royaume-Uni (6 mois) et en Suède (300 jours ou 450 jours si enfant à charge).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

---

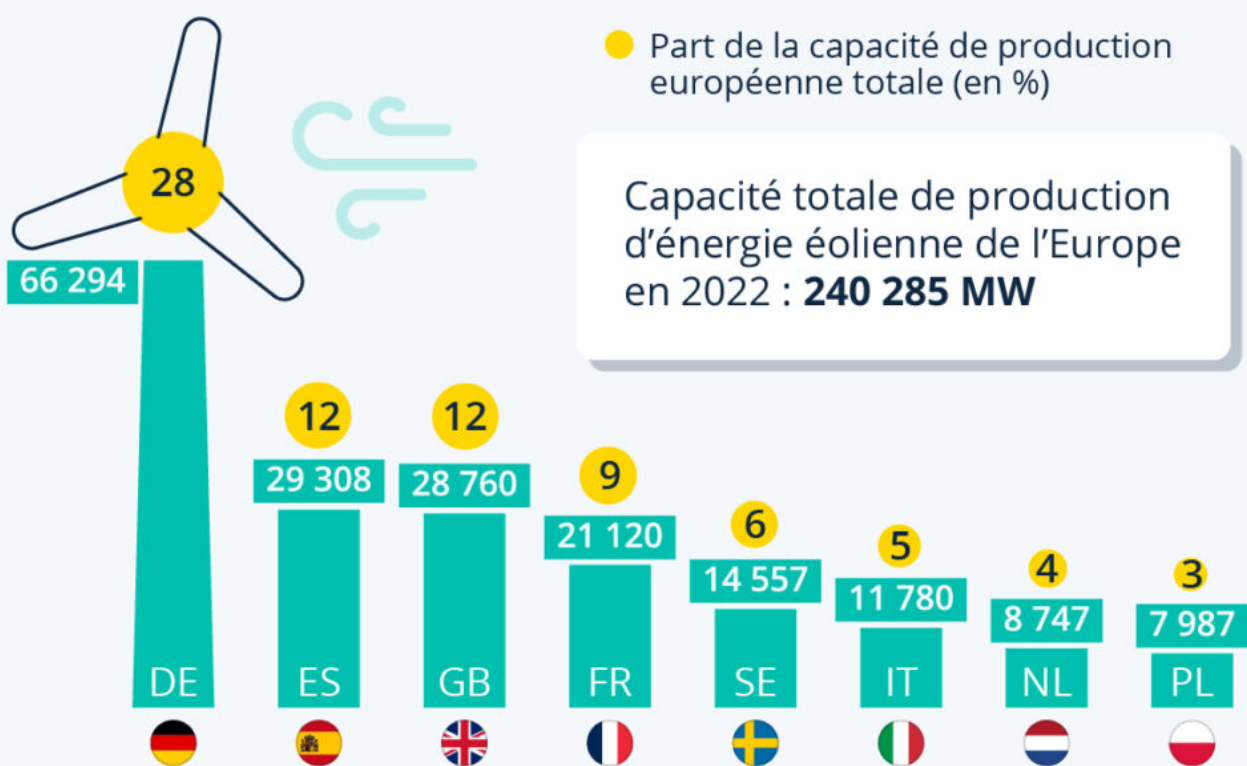
## L'Allemagne championne de l'énergie éolienne en Europe



Écrit par le 23 janvier 2025

# L'Allemagne championne de l'énergie éolienne en Europe

Pays européens avec la plus grande capacité totale de production d'énergie éolienne en 2022 (en mégawatts)



Source : Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)



statista

Le mercredi 21 février, Énergie Team, premier producteur d'électricité renouvelable indépendant en France, a présenté trois éoliennes qui, si elles ne semblent au premier abord n'avoir rien de spécial, représentent une première dans l'Hexagone. Le parc éolien de Vallons-de-l'Erdre, en Loire-Atlantique, est en effet le premier parc éolien français à disposer d'une offre de raccordement alternative ayant permis d'éviter 15km de réseau souterrains, réduisant le délai des travaux de raccordement et divisant le

Écrit par le 23 janvier 2025

coût total par quatre. L'initiative a ainsi pour but d'accélérer l'accès à cette source d'énergie renouvelable. À terme, le parc éolien de Vallons-de-l'Erdre devrait produire suffisamment d'énergie pour alimenter une ville de 12 000 habitants.

D'après le plus récent rapport publié par le gestionnaire du réseau de transport électrique RTE, l'énergie éolienne a continué de progresser en 2023, et représente désormais 10,2% de la production totale d'énergie en France. Cependant, comme le montre notre infographie, basée sur [des données](#) de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), l'année précédente, la France était loin derrière trois autres pays européens en matière de capacité de production d'énergie éolienne en Europe. En première place, et loin devant les autres pays, on trouvait l'Allemagne, avec une capacité de production de 66 294 mégawatts, soit plus de deux fois plus que l'Espagne (29 308), et trois fois plus que la France (21 120). En 2022, l'Allemagne représentait ainsi près de 30 % de la capacité totale de production européenne d'énergie éolienne.

De Valentine Fourreau pour Statista

---

## Gastronomie : les produits et savoir-faire inscrits au Patrimoine alimentaire mondial



Ecrit par le 23 janvier 2025

La baguette française est inscrite au Patrimoine culturel immatériel de l'Humanité de l'[Unesco](#) depuis la fin de l'année 2022. Plus que le produit en lui-même, ce sont les traditions et le savoir-faire des métiers artisanaux de la boulangerie qui ont été reconnus, ainsi que sa spécificité culturelle : la [baguette](#) générant des [modes de consommation](#) et pratiques sociales qui la différencient des autres pains (achat journalier par exemple).

Le pain préféré des Français n'est pas le seul représentant des produits et savoir-faire alimentaires à récemment avoir fait son entrée dans cette liste. Comme le détaille notre carte, parmi les produits ou recettes inscrits au Patrimoine alimentaire mondial de l'Unesco au cours des deux dernières années (2022 et 2023), on retrouve, entre autres, la préparation et la consommation du ceviche (plat de poisson cru) au Pérou, la harissa, condiment national en Tunisie, le bortsch ukrainien (potage à base de betterave), ou encore l'al-man'ouché, pain plat emblématique de la gastronomie libanaise.

Ces éléments représentent une caractéristique identitaire du patrimoine culturel national et un facteur de cohésion sociale. Mais comme le rappelle l'Unesco, un élément de patrimoine immatériel peut-être exprimé dans plusieurs pays à la fois, avec des significations, importances et spécificités variables. C'est le cas par exemple du bortsch, dont la paternité est revendiquée par l'Ukraine, mais qui fait également partie de l'héritage culinaire de plusieurs pays de l'Est et du centre de l'Europe.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

---

## Combien de variétés de fromage sont produites en Europe ?



Ecrit par le 23 janvier 2025

Il s'agit des appellations fromagères européennes, les IGP (Indication géographique protégée) et AOP (Appellation d'origine protégée), qui ont été créées au début des années 1990 pour faire reconnaître les caractéristiques des produits à l'échelle de l'Union européenne. Les IGP et AOP définissent les spécialités fromagères selon un ensemble de savoir-faire et de caractéristiques organoleptiques, tout en garantissant un lien avec une origine géographique de production. Ainsi, d'après le recensement de la [Commission européenne](#) (auquel nous avons ajouté les AOP suisses), il y a actuellement près de 300 variétés de fromage officiellement reconnues dans l'Union européenne (271 appellations en février 2024).

Comme le montre notre carte, la [France](#) est le pays qui compte le plus d'appellations fromagères, avec un total de 56 enregistrées ce mois-ci, la dernière étant la Tome fraîche de l'Aubrac, dont l'IGP a été reconnue en octobre dernier. L'Hexagone devance de justesse l'Italie et ses 55 appellations, suivent ensuite l'Espagne (31), la Grèce (23) et le Royaume-Uni (17). Si l'on tient compte de la superficie de son territoire, la [Suisse](#), avec ses 11 fromages AOP, présente également une production particulièrement variée. Trois pays, la France, l'Italie et l'Espagne, représentent ensemble un peu plus de la moitié des appellations fromagères actuellement enregistrées en Europe.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

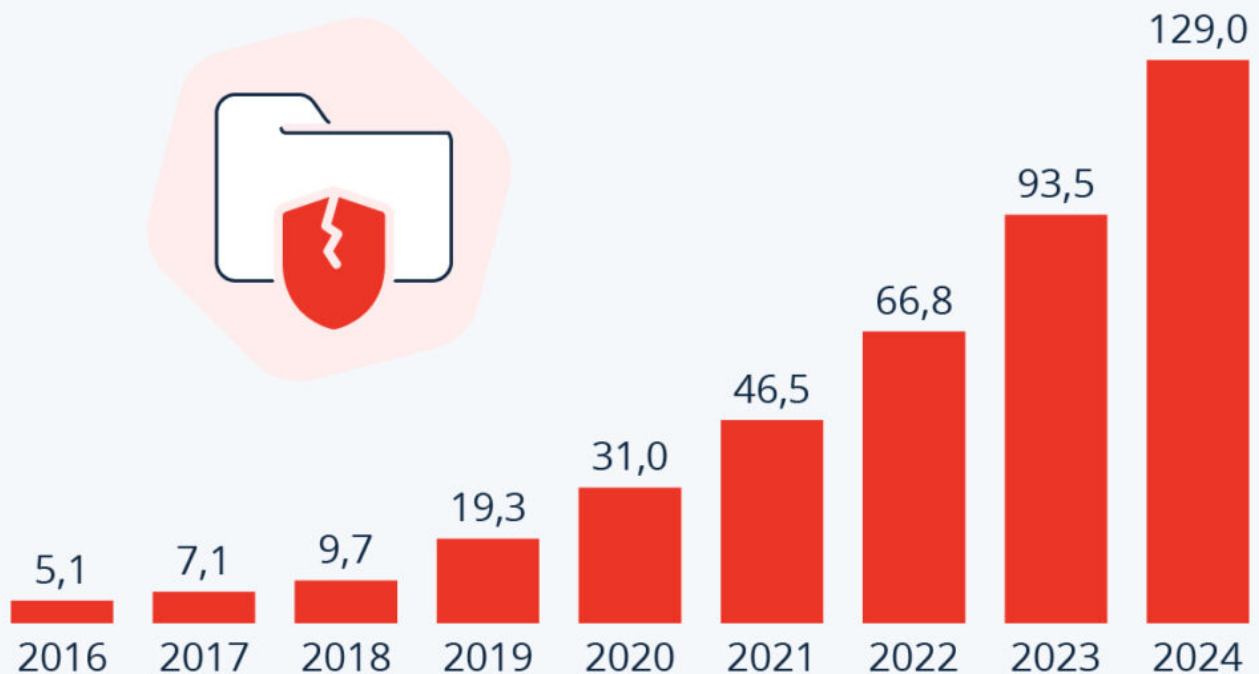
---

## Le coût de la cybercriminalité explose en France

Ecrit par le 23 janvier 2025

# Le coût des cyberattaques explose en France

Estimation du coût annuel de la cybercriminalité en France, en milliards de dollars américains



Source : Statista Technology Market Insights



statista 

Le coût annuel de la cybercriminalité en France est aujourd'hui évalué à plus de 100 milliards d'euros. Selon les dernières estimations issues des [Technology Market Insights](https://www.statista.com/technology-market-insights/) de Statista, le coût total des cyberattaques et autres actes malveillants en ligne devrait atteindre 129 milliards de dollars américains dans le pays en 2024 (soit environ 119 milliards d'euros), contre près de 94 milliards de dollars l'an passé.

Écrit par le 23 janvier 2025

Comme le retrace notre infographie, le coût de la [cybercriminalité en France](#) a littéralement explosé ces huit dernières années. En 2016, ce chiffre n'était évalué qu'à 5,1 milliards de dollars, avant de connaître une hausse moyenne de plus de 30 % chaque année. Cette tendance va de pair avec la [multiplication](#), la diversification et le perfectionnement des cyberattaques au cours de la période étudiée.

D'après l'édition 2024 du [baromètre du CESIN](#), près d'une entreprise française sur deux a été victime d'une [cyberattaque](#) avec un impact significatif l'an dernier. En outre, le [cyberespionnage](#) représenterait un risque élevé pour deux entreprises sur cinq (toutes industries confondues). Les auteurs du rapport soulignent notamment « la complexité croissante du paysage de la cybersécurité, avec des attaquants qui ajustent leurs tactiques ».

De Tristan Gaudiaut pour Statista

---

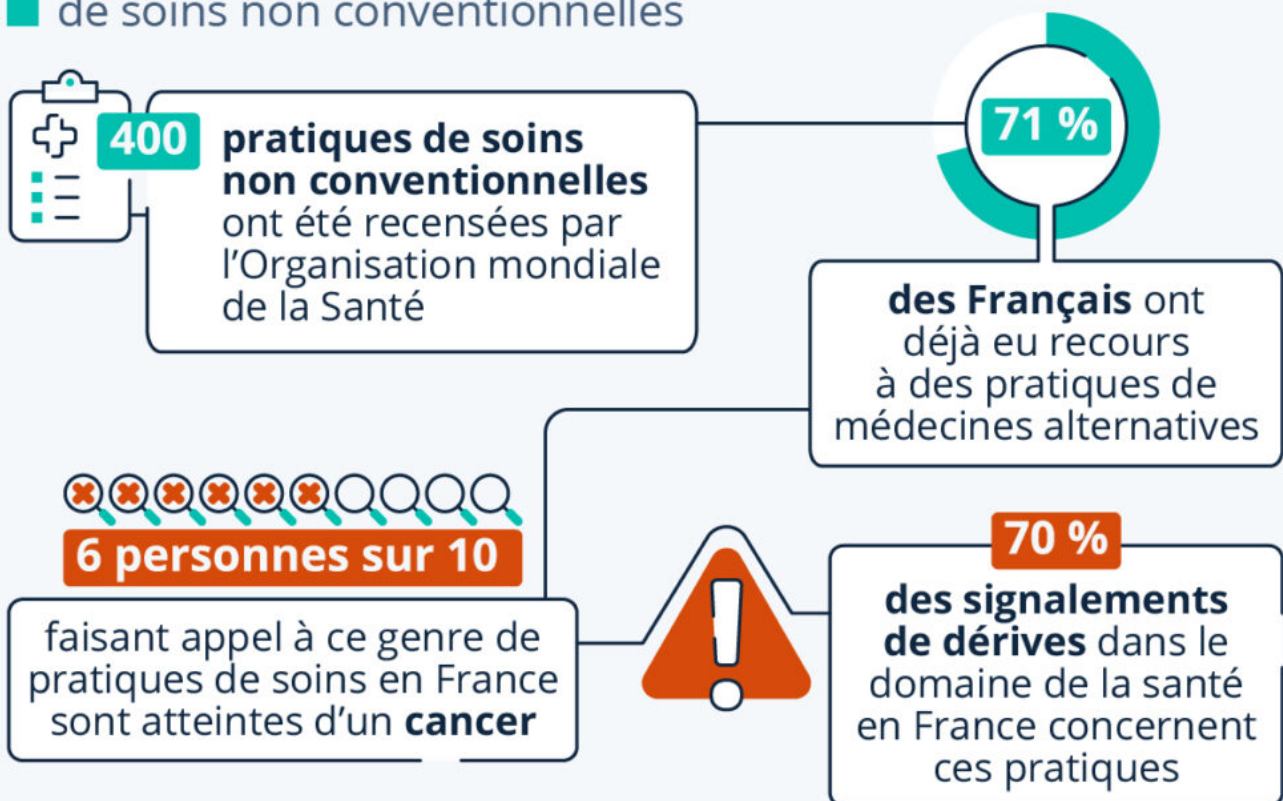
## Les médecines alternatives gagnent du terrain en France



Ecrit par le 23 janvier 2025

# Les médecines alternatives gagnent du terrain

Chiffres clés sur le recours aux pratiques de soins non conventionnelles



Sources : OMS, Miviludes, Conseil national de l'Ordre des médecins



**statista**

Dans un [rapport](#) publié en juin dernier, le Conseil national de l'Ordre des médecins alerte sur l'essor et les risques des pratiques de soins non conventionnelles, également connues sous le nom de médecines alternatives. Portées en partie par la pénurie de médecins généralistes et spécialistes et les difficultés pour obtenir un rendez-vous médical, les pratiques comme l'ostéopathie, l'[homéopathie](#), l'acupuncture, l'hypnose ou encore la lithothérapie gagnent du terrain en France.

Écrit par le 23 janvier 2025

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 71 % des Français ont déjà eu recours à des pratiques de soins non conventionnelles. Et d'après une autre étude récente sur le sujet, environ [un Français sur cinq préfère ces pratiques alternatives](#) à la médecine conventionnelle.

Face à une offre en pleine croissance, avec environ 400 pratiques recensées dans le monde à ce jour, le Conseil national de l'Ordre des médecins souligne une hausse des dérives thérapeutiques en lien avec les médecines alternatives. D'après la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), 70 % des signalements de dérives dans le domaine de la santé en France concernent des pratiques de soins non conventionnelles.

Comme l'indique également notre infographie, les patients atteints d'un [cancer](#) sont particulièrement nombreux à avoir recours aux médecines alternatives. En France, six personnes faisant appel à ce genre de pratiques sur dix sont atteintes d'un cancer. Si certaines pratiques de soins non conventionnelles peuvent soulager physiquement et psychologiquement les patients, leur efficacité clinique au-delà de l'effet placebo n'a pas été prouvée et elles peuvent avoir de sérieuses conséquences, notamment lorsque des personnes gravement malades décident de les utiliser pour remplacer leur thérapie conventionnelle.

De Tristan Gaudiaut pour Statista